

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES - DU 6 AU 14 NOVEMBRE 2019 -

De l'énergie au service de tous

L'ACTION COLLECTIVE, POUR SORTIR DE LA SPIRALE DES RÉGRESSIONS

Les grandes conquêtes sociales – interdiction du travail des enfants, baisse du temps de travail, congés payés, retraites, sécurité sociale, augmentation des salaires, etc. – ont été obtenues par l'action collective.

L'affaiblissement des formes de résistance collective, la tendance à l'individualisation s'accompagnent toujours de régressions sociales. C'est ce que nous vivons depuis quelques décennies, et qui est particulièrement visible dans les secteurs très peu syndiqués (nettoyage, grande distribution, etc.).

L'objectif premier de **SUD-Énergie** est de renforcer ces collectifs en développant un syndicalisme combatif, capable d'aider les salariés à repasser à l'offensive, à défendre nos droits mais également à en conquérir de nouveaux.

Nous ne gagnerons que collectivement !

UN SYNDICALISME QUI NE SE RÉSIGNE PAS

Cela passe par un principe simple : nous ne signons d'accords que s'ils apportent une amélioration pour les salariés. Et nous nous opposons pied à pied, par l'action collective, à chaque accord régressif. Cela nous vaut d'être caricaturés par certains comme des « irresponsables », des « extrémistes ». Pour nous, c'est au contraire faire preuve de responsabilité que de s'opposer à la violence sociale, de ne pas nous résigner à des régressions qu'on nous présente comme inévitables, de se battre pour de meilleures conditions de travail. Cette fermeté ne nous empêche pas de négocier et de signer des accords, de défendre au jour le jour les salariés attaqués individuellement, d'être force de propositions, à tous les échelons.

Les stratégies syndicales qui visent à s'adapter aux politiques libérales pour « sauver l'essentiel » ou renoncent à construire un rapport de force efficace pour les combattre, sont toujours perdantes pour les salariés. **Les exemples de régressions sociales** subies ces dernières années le démontrent : **privatisation d'EDF, réformes successives des retraites, augmentations salariales inférieures à l'inflation, moindre reconnaissance de la pénibilité, augmentation du temps de travail** (notamment via le Forfait Jour qui augmente également les inégalités et détruit la solidarité),...

Nous sommes nés du **refus d'accompagner le mouvement de libéralisation de l'Énergie** et de la conviction qu'il était possible d'empêcher ce gâchis. Nous nous sommes engagés de toutes nos forces dans **la bataille contre le recul de l'âge de la retraite, pour les 32h pour tous, contre les baisses d'effectifs, persuadés que l'avenir passe par un partage du travail**. Solidaires a aussi lutté aux côtés de la jeunesse contre la loi travail qui marque un grave affaiblissement du droit du travail.

Nous nous battons aujourd'hui, aux côtés des salariés et des citoyens, **contre l'ouverture à la concurrence des barrages hydrauliques et le projet HERCULE d'éclatement d'EDF**. Nous ne cesserons de nous battre pour préserver les droits des salariés des IEG et **reconstruire un Service Public de l'Énergie digne de ce nom !**

SUD-Énergie est membre de l'Union syndicale Solidaires, qui compte des syndicats fortement implantés dans de nombreux secteurs – la Poste, le Rail, la Fonction Publique, etc. – et qui continue son développement, notamment dans le secteur privé.

Dans l'Énergie, **SUD** est né en 1997 et se développe malgré une discrimination souvent féroce des Directions. Même si nous ne sommes pas encore représentatifs sur l'ensemble de l'Entreprise et de la branche – ce qui nous prive de moyens considérables – nous nous attachons à compenser ce déséquilibre avec les autres syndicats par notre implication dans les unités où nous sommes présents.

UN SYNDICALISME QUI RECHERCHE L'UNITÉ ET L'OUVERTURE

SUD-Énergie n'est pas là pour diviser ou affaiblir le mouvement syndical, au contraire : notre arrivée dans une unité se traduit toujours par un regain d'activité syndicale. Et nous recherchons systématiquement l'unité dans l'action, nous sommes régulièrement partie prenante et souvent à l'initiative de combats intersyndicaux et interprofessionnels. Si la division n'est pas souhaitable, la pluralité l'est, en particulier parce que nous portons d'autres pratiques, d'autres revendications, un autre positionnement par rapport aux Directions, etc.

Par ailleurs, nous cultivons l'ouverture sur le mouvement social (nous militons par exemple avec les mouvements de chômeurs, de sans-papiers, Attac, Droit au Logement, etc.), la volonté de travailler avec les autres, le refus du corporatisme ; c'est l'une des caractéristiques de notre syndicalisme.

Et nous défendons les droits de tous les salariés de nos entreprises, quels que soient leurs contrats, qu'ils soient prestataires ou agents statutaires, qu'ils soient adhérents ou non.

UN SYNDICALISME INDÉPENDANT DES DIRECTIONS ET DU GOUVERNEMENT

La défense des salariés et du service public de l'Énergie passe selon nous par une indépendance totale vis-à-vis des Directions et du Gouvernement: les syndicats sont un contre-pouvoir essentiel, qui se doit de dénoncer les dérives de l'entreprise, les impasses dans lesquelles elles nous conduisent, les choix désastreux en matière de politique énergétique et d'organisation du travail, d'investissements à l'international, la non-préparation de l'avenir et en particulier l'absence d'accompagnement des salariés dans le cadre de la transition énergétique. Nos contre-propositions sont toujours établies sur des analyses approfondies de la situation.

UN SYNDICALISME AU PLUS PROCHE DES SALARIÉS

Notre syndicalisme s'est également construit pour proposer des pratiques différentes de celles parfois mises en œuvre et qui nuisent à l'efficacité des résistances collectives : bureaucratisme, éloignement des intérêts des salariés, clientélisme, absence de démocratie interne, perte d'indépendance par rapport aux Directions et au Gouvernement.

Nous développons une organisation non hiérarchisée et ouverte, où les décisions sont prises collectivement. Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD n'en attendent aucun privilège. Notre présence au quotidien dans les différentes unités nous donne une connaissance fine des problèmes qui se posent localement à nos collègues. Nous donnons la parole aux salariés dans l'action. Localement, tous les militants conservent leur métier pour au moins 50% de leur temps.

Pour un syndicalisme indépendant, combatif,
Solidaire, Unitaire et Démocratique
Pour en Savoir plus: sudenergie.org

Union
syndicale
Solidaires**Sud
Energie**

Nous sommes implantés de manière forte dans certaines unités (**DTG, R&D, centrales nucléaires de Penly, Belleville, Dampierre, Civaux, etc.**) et les salariés nous renouvellent leur confiance à chaque élection, nous permettant de participer aux négociations, de peser dans les rapports sociaux, de défendre les salariés, de remporter des victoires individuelles et collectives.

SORTIR DU MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ

L'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité ne cesse de dégrader le service public de l'énergie, la transition énergétique, les conditions de travail et l'avenir des salariés. Malgré son échec avéré, la Direction poussée par le Gouvernement et l'Europe s'enferment dans cette voie, au profit de quelques grands groupes privés.

Nous donnons la priorité à ce combat, car nous sommes convaincus que rien n'est inéluctable, qu'il est possible et nécessaire d'aller vers un secteur 100% public de l'électricité et du gaz, sous contrôle citoyen. C'est à cette condition que nous mettrons fin aux menaces et reculs incessants, dont la possible mise en concurrence des barrages hydroélectriques et le projet Hercule d'éclatement d'EDF, qui menace directement nos métiers.

Nous avons fait un « lobbying citoyen » très actif pour informer les élus, les citoyens, les médias des dangers de ces projets et de l'aberration du marché de l'électricité : rapports, interventions publiques, intervention dans les médias, rencontre de nombreux élus : toutes ces démarches et cette production est disponible sur notre site sudenergie.org.

Nous voulons :

- L'abandon des projets d'approfondissement du marché (Hercule, mise en concurrence des barrages, relèvement du volume d'ARENH...);
- La sortie du marché du secteur énergétique et le retour à des tarifs réglementés.



PRENDRE LA MESURE DE L'URGENCE CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

La crise écologique et climatique ne fait plus débat, les prévisions s'aggravent de mois en mois. Cette crise nécessite une transition majeure dans tous les domaines (énergie, agriculture, transport, urbanisme ...) que seuls des investissements publics massifs au service de l'intérêt général pourront permettre. Elle nécessite également une remise en cause de notre modèle économique tourné vers la croissance, les délocalisations, le « travailler plus pour produire plus » sans réflexion sur la nature des emplois à créer ainsi que l'accès à tous les services énergétiques de qualité.

Au lieu de cela, la France, avec l'Union Européenne, s'en remet aux entreprises privées, leur livrant tout ce qui peut être rentable et affaiblissant les possibilités d'une action publique de long terme efficace, solidaire et nécessaire.

Pour le secteur électrique, nous voulons :

- Une **augmentation des effectifs d'EDF** et un recentrage vers des objectifs de service public à redéfinir, pour développer un mix énergétique minimisant l'impact écologique et faire baisser la consommation ;
- Un recentrage de l'Entreprise sur la France ;
- Un plan d'accompagnement et de reconversion des salariés dans les unités en fin de vie ;
- L'extension du statut à tous les personnels du secteur de l'Énergie (condition nécessaire à des reconversions réussies), en y intégrant les clauses les plus favorables des autres conventions, dans un objectif de mieux-disance sociale.



UN PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL

La politique actuelle d'allongement du temps de travail, notamment par le recul de l'âge de retraite, et de réduction des effectifs est un non-sens social et industriel : elle entraîne des pertes de compétence, un épuisement des salariés, laisse les chômeurs et les jeunes à la porte, met à mal l'égalité homme-femme (en donnant à choisir entre carrière et vie personnelle).

Nous voulons :

- Une retraite décente pour tous avant 60 ans ;
- Les 32h pour tous, sans perte de rémunération globale, sans augmentation de la charge de travail grâce à des embauches équivalentes ;
- Un allègement supplémentaire du temps de travail pour les métiers pénibles.



DES RÉMUNÉRATIONS PLUS JUSTES

Les écarts de salaire se creusent dans l'entreprise, les rémunérations sont de plus en plus opaques, individualisées, et à la main du management. Cela a été aggravé par le Forfait Jour.

Nous voulons :

- Une réduction des écarts de rémunération (salaires et primes) et un plafonnement des hauts salaires ;
- Des augmentations égales pour tous et non proportionnelles au salaire ;
- La stricte application de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- La transparence complète sur les grilles de rémunérations (U, HC, primes, etc.).

UNE ORGANISATION DU TRAVAIL TOURNÉE VERS LE COLLECTIF ET LA CONFIANCE

L'Entreprise ne cesse de pousser à l'individualisation, à la mise en concurrence des salariés entre eux, à la culture de l'indicateur, au flicage. Cela conduit non seulement à désorganiser l'Entreprise, qui ne semble plus capable de réaliser de grands projets (cas de l'EPR), mais à développer le stress, la souffrance, à faire perdre le sens du travail.

Nous voulons :

- La reconnaissance du travail en équipe au lieu d'une logique d'évaluation uniquement individuelle ;
- La confiance en lieu et place d'un flicage permanent ;
- L'arrêt des techniques de management génératrices de souffrance au travail (harcèlement, discrimination, perte de sens, asservissement à des objectifs de rentabilité financière, inflation d'indicateurs déshumanisés,...) ;
- L'arrêt des réorganisations constantes et injustifiées, des découpages en filiales.

L'EMBAUCHE STATUTAIRE DES SOUS-TRAITANTS

Des dizaines de milliers d'emplois statutaires ont été supprimés, sous-traités à des entreprises pratiquant le dumping social et maltraitant leurs salariés, entraînant la disparition complète de métiers des IEG.

Nous voulons :

- L'embauche des sous-traitants et des intérimaires travaillant sur les métiers pérennes de l'entreprise ;
- La création de postes pour répondre aux situations de sous-effectif, de dépassements horaires chroniques, de pression liée aux surcharges de travail.